

# Quoi de Neuf ?



Bulletin d'informations de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire

Novembre 2003

## Editorial

### La proposition du mois

L'Indice de Coexistence

### L'Alliance en bref

- \* Cherchons correspondants pour les actualités
- \* Refonder l'Alliance : nous rédigerons un appel collectivement
- \* La clause de conscience chez les scientifiques et ingénieurs
- \* Fin de la première phase d'évaluation des Cahiers de propositions
- \* Appel à participer au IVe Forum Social Mondial en Inde

### Le chemin se fait en marchant

Cancún : Blocage du projet libéral, une nouvelle occasion pour avancer des alternatives

### Nous invitons...

Juliette Decoster : L'Appel à initiatives de la FPH



## ÉDITORIAL

Bienvenue au bulletin de liaison de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire. Ce courrier, si vous l'avez reçu par la poste, ou ce message électronique, si vous êtes devant votre écran, sera le premier envoi d'informations dans cette nouvelle étape de l'Alliance, envois que vous aurez désormais tous les mois en anglais, en français ou en espagnol.

Nous vous proposons ici les actualités de l'Alliance et de bien d'autres acteurs de par le monde pour, dans notre quête d'une planète plus juste, plus pacifique et plus habitable, faire face aux problématiques sociales, politiques et environnementales qui se dressent devant nous. Nous nous entretiendrons, aussi, avec des personnes qui sont protagonistes, ou bien encore observatrices attentives des changements, et nous présenterons quelques propositions et expériences originales. Vous serez invités, et tout à fait encouragés (voir ci-dessous), à participer à la rédaction de ce bulletin. Si vous avez besoin que nous vous envoyions par la poste d'autres informations ou des documents cités dans ce bulletin, n'hésitez pas à nous écrire pour nous le préciser.

Bonne lecture et nos amitiés chaleureuses !

Germà Pelayo - Rédaction  
[<germa@alliance21.org>](mailto:<germa@alliance21.org>)

## LA PROPOSITION DU MOIS

### L'indice de coexistence

L'Indice de Coexistence (IC) est un instrument pour mesurer les niveaux de coexistence au sein d'une communauté, société ou pays, servant de base de comparaison avec d'autres indices sociaux, politiques et économiques tels que le PNB ou les indices d'analphabétisme et de pauvreté.

L'objectif est de contribuer à inclure les facteurs de tolérance et de communication au sein d'une communauté en tant qu'éléments fondamentaux pour déterminer son état de santé sociale et prévoir les politiques qui y conviennent ainsi que l'intervention des bon acteurs pour l'améliorer. D'autres objectifs concrets sont d'augmenter la perception publique de la coexistence comme une valeur face au conflit ou aux intérêts à l'origine des conflits, de prévenir de futurs conflits, de faciliter l'autoévaluation entre activistes et praticiens.

L'IC a été développé par l'initiative pour la Coexistence (Coexistence Initiative), un centre de ressources et de développement

d'activités et de réseaux autour de la résolution des conflits, la reconstruction des communautés, les droits de l'Homme, le désarmement, l'éducation et la tolérance et autres thèmes associés.

Le projet IC est parti d'un certain nombre de rencontres avec divers acteurs impliqués dans la résolution des conflits, les droits de l'Homme, la construction de la paix et autres thèmes similaires, à base de recherches, de travail sur le terrain et de la prise de décisions politiques. Il est à l'heure actuelle en cours de révision pour en déterminer sa poursuite.

Pour élaborer l'IC, on a pris en compte plusieurs éléments que l'on considère comme clés : déterminer les objectifs de manière concise ; équilibrer les facteurs communs et les facteurs spécifiques de chaque communauté ; promouvoir la participation active des communautés impliquées.

On a envisagé plusieurs types de produits concrets dérivés de l'IC : un audit de

coexistence conduit de manière participative et orienté sur la collecte rapide de données simples pour faciliter et inciter à une réponse publique, et un indice comparatif et à application variable selon les différents niveaux nationaux et régionaux, qui facilite la comparaison et comprend une formation politique, l'évaluation des projets et de la recherche.

Cette proposition a été partagée et discutée dans les échanges du forum électronique de débat sur le Parlement mondial pour le 21e siècle. Un dossier complet de la première étape de ce forum est en cours de compilation par l'équipe d'animation du débat.

The Coexistence Initiative  
477 Madison Avenue, 4th Floor,  
New York, NY 10022 USA  
T: 1-212-303 9445, F: 1-212-980 4027  
[www.coexistence.net](http://www.coexistence.net)



## L' ALLIANCE EN BREF

### REFONDER L'ALLIANCE : NOUS RÉDIGERONS UN APPEL COLLECTIVEMENT

Fruit de la rencontre de Barcelone (juin 2003) organisé par le Pôle de socioéconomie solidaire et portant sur l'articulation entre les divers groupes de travail de l'Alliance, sur le rapport de l'Alliance avec les mouvements sociaux et sur l'avenir de l'Alliance, vous allez bientôt recevoir une lettre vous invitant à préparer, collectivement et au cours des prochains mois, un document de refondation de ce réseau. Une décennie après le début de cette aventure en 1994, nous avons à nous poser la question de savoir ce qu'est l'Alliance, à nous repositionner face au néo-impérialisme, à redéfinir les synergies avec un mouvement altermondialiste que l'on ne pouvait pas imaginer il y a dix ans. Nous avons également à dépasser l'atomisme interne, à inventer des formes d'interaction permanente et visible et à nous y engager. Nous avons enfin, simultanément, à marcher de pied ferme vers l'autonomie financière.

Vous trouverez le document sur la rencontre à :

<http://www.alliance21.org/fr/news/2003/06/Hamilton.html>

La FPH a publié un document de 65 pages intitulé Le projet 2003-2010 de la fondation. Un chapitre consacré à la gouvernance des alliances avance des propositions sur les alliances citoyennes. Nous pouvons vous envoyer le texte si vous le désirez. Pour cela écrivez nous à <[info@alliance21.org](mailto:info@alliance21.org)>

### FIN DE LA PREMIÈRE PHASE D'ÉVALUATION DES CAHIERS DE PROPOSITIONS : RÉSULTATS ET IMPRESSIONS

Faciliter la lecture et évaluer collectivement l'énorme travail engagé dans les 60 Cahiers de propositions au-delà des nombreux chantiers et groupes qui les ont rédigés au cours de ces dernières années : tout un défi, dont l'équipe de Nova CIS (Barcelone) a assumé la coordination. Ce processus, qui s'est déroulé d'octobre 2002 à juillet 2003, a vu 158 personnes évaluer 912 textes correspondant à 35 thèmes – le tout représentant près de 15 000 contributions – tout cela en 5 langues. La difficulté et le manque d'habitude à se connecter à internet et à manier un instrument d'évaluation, et l'énorme accumulation d'idées et de thèmes traités, font de cette expérience un premier essai nécessaire pour comprendre et évaluer les mondes meilleurs possibles que nous appelons de nos voeux. Un rapport des résultats est en préparation et les participants pourront en plus évaluer prochainement la méthode utilisée pour l'évaluation et la synthèse provisoire des propositions.

[http://www.alliance21.org/fr/news/2002/10\\_forumprop.html](http://www.alliance21.org/fr/news/2002/10_forumprop.html)

### APPEL À PARTICIPER AU IVe FORUM SOCIAL MONDIAL EN INDE

Un message a été diffusé récemment par Philippe Amouroux et John Samuel sur les listes électroniques de l'Alliance, appelant à participer au prochain Forum Social Mondial qui se tiendra à Mumbai, en Inde, du 16 au 21 janvier 2004. La participation des alliés a augmenté dans les derniers Forums Sociaux. Mais, en raison des difficultés rencontrées dans l'organisation globale du Forum, faisant face à un événement si important et en croissance, et du manque d'anticipation, les chantiers de l'Alliance ont jusqu'à présent, organisé, co-organisé et ont participé à beaucoup d'événements, mais n'ont pas utilisé cette occasion pour améliorer le travail transversal entre eux, les actions collectives, les synergies et la construction d'une vision globale commune. C'est pour cela qu'aujourd'hui nous prenons l'initiative de lancer un débat sur ce que pourrait être une coordination de l'Alliance 21 à Mumbai.

Pour plus d'information écrivez à Philippe Amouroux <[philippe@alliance21.org](mailto:philippe@alliance21.org)>

### CHERCHEONS CORRESPONDANTS POUR LES ACTUALITÉS

Une rubrique « actualités » est ouverte sur le site web de l'Alliance. Vous pourrez y compléter les brèves que vous lirez ici. Nous avons besoin de correspondants dans différentes parties du monde et de différents domaines d'intérêt qui s'engageraient à nous envoyer des nouvelles régulièrement. Vous pourrez rédiger vos nouvelles directement sur le site web. N'hésitez pas, nous vous attendons! Écrivez à Germà Pelayo et accédez aussi à la page des actualités:

<http://www.alliance21.org/fr/news>

### CONFÉRENCE SUR LA CLAUSE DE CONSCIENCE DES SCIENTIFIQUES ET INGÉNIEURS

Les rares scientifiques qui ont le courage de dénoncer les mensonges ou les silences de leurs employeurs quant à la nocivité de produits liés, par exemple, à l'alimentation, la santé ou l'environnement ont vu leur vie basculer : campagne de dénigrement, menaces, pressions de toutes sortes, tribunaux ont eu raison de leur carrière, de leur vie de famille ou de leur santé. La conférence internationale visait à promouvoir la mise en place d'une protection juridique internationale des scientifiques et ingénieurs qui entrent en conflit de conscience avec leur employeur.

Genève, Organisation Internationale du Travail, 25-26 septembre 2003  
Organisation: Association for the Promotion of Scientific Accountable Behaviour & Fondation Science et Conscience. Site :  
<http://www.apsab.span.ch/clc/>



## LE CHEMIN SE FAIT EN MARCHANT . . .



Cette rubrique propose des actualités sur les acteurs et mouvements sociaux sur la planète entière. Ce mois-ci, nous portons notre attention sur la rencontre de l'OmC à Cancún (Mexique), les mobilisations et la dénonciation portées par la société civile face aux préventions du projet libéral mondial prôné par cette rencontre, ainsi que sur le débat autour des alternatives qui se préparent.

### CANCUN : BLOCAGE DU PROJET LIBÉRAL, UNE NOUVELLE OCCASION POUR AVANCER DES ALTERNATIVES

Au cours de cette dernière décennie les paysans des pays du Sud se sont appauvris dramatiquement comme conséquence de la libéralisation. Les pays riches subventionnent leurs produits agricoles, lesquels envahissent les marchés du Sud à bas prix. Le résultat de ce dumping agricole est que des millions de paysans ne peuvent pas vendre ce qu'ils produisent, ce qui les condamne à la misère et à l'émigration.

Du 10 au 14 septembre, l'OmC s'est donné rendez-vous à Cancún pour avancer d'encore un pas dans la consécration du projet libéral. Le blocage, ou manque d'un accord à l'issue de la rencontre, révèle des pays du Sud qui se présentent et s'imposent de plus en plus en tant qu'acteurs de plein droit sur la scène internationale. Un consensus sur les alternatives est cependant loin d'être acquis et une participation de tous les acteurs concernés sera un processus long et difficile.

Les personnes et les peuples que nous sommes agissons encore sur la défensive, alors que les États riches continuent à proposer leurs projets avec le soutien des multinationales de chaque secteur. On agit sur la défensive, par exemple, face au AGCS (Accord général sur le commerce des services), le projet de privatisation à échelle mondiale de secteurs de services aussi importants que ceux de la santé et l'éducation, qui seraient ainsi remis aux mains des multinationales et autres agents privés.

Certains des pays dits les moins avancés proposent une libéralisation sans dumping, c'est-à-dire, que les produits agricoles du Nord ne soient pas subventionnés et que leurs propres produits puissent entrer dans les pays du Nord sans entrave. Mais cette solution répond à la même et seule logique de concurrence marchande, ignorant la perspective citoyenne et démocratique des droits de l'Homme, de la protection de l'environnement, ainsi que celle de la responsabilité et les devoirs des investisseurs à l'égard de ces aspects.

Des centaines de milliers de paysans mexicains, latino-américains, et activistes venus du monde entier s'y sont donné rendez-vous aussi, pour demander la suspension de l'agenda du AGCS et un moratoire de l'OmC. Parallèlement, d'autres initiatives revendicatives ont été prises, comme par exemple celle des réseaux des villes qui ont déclaré leur municipalité « zone non AGCS ».

Les alternatives nécessitent, donc, de repenser le développement à partir des logiques des droits des

personnes et de l'équilibre écologique, et ne sauraient se construire sur l'accumulation de la production marchande. Il faut redéfinir les règles du commerce à l'échelle mondiale pour assurer un développement dans le cadre d'une société et d'une économie équitables. Il faut garantir la souveraineté alimentaire des peuples et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des personnes, autrement dit, le droit de chacun à pouvoir vivre du fruit de son travail. Il faut enfin développer une agriculture durable par rapport à l'environnement, une agriculture qui protège la diversité biologique et garantisse à la fois le régime alimentaire de la communauté et aide à sauvegarder les écosystèmes.

Les États, avec l'appui de la société civile, doivent prendre la responsabilité de mettre en oeuvre des programmes d'urgence pour la sécurité alimentaire, et des politiques de transformation structurelle et de développement intégral dans les domaines de l'éducation, de la sensibilisation et l'organisation citoyennes. Le secteur privé et les Ong doivent appliquer des codes de déontologie aux conditions et aux droits du travail. Il faut enfin un agenda international dans le cadre d'une instance représentative et démocratique à la place de l'OmC.

Face à l'offensive libérale de la commercialisation des services, il faut ouvrir à l'échelle mondiale un débat sur la délimitation et la non-marchandisation des biens d'intérêt public. On ne peut abandonner aveuglément les services au marché ; il faut au contraire établir des logiques qui garantissent partout l'accès des personnes aux biens nécessaires qui manquent aujourd'hui dans trop de régions.

Le mouvement social mondial doit mener un débat permanent sur les alternatives au libéralisme comme droits citoyens, rechercher des consensus à leur propos et les populariser, tout en faisant connaître les expériences alternatives qui se développent au fur et à mesure. Pendant que les gouvernements du Nord et du Sud négocient, ou interrompent leurs négociations sur l'importance de leur place dans le marché, des milliers de personnes continuent à mourir tous les jours ou restent condamnés à la misère parce que leurs droits et besoins ne sont pas respectés, voire même tenus en compte. Tout cela peut changer progressivement grâce à une participation citoyenne massive dans le Nord et le Sud en faveur du respect de la vie et de la dignité et dans la revendication d'un cadre légal, local et international, qui protège ces droits et ces besoins.

De nombreux Cahiers de propositions ont analysé ces questions et élaboré, justement, des propositions alternatives. Vous pouvez consulter les Cahiers de propositions sur : La Gouvernance mondiale, L'Organisation Mondiale du Commerce, L'OmC et l'agriculture, Le commerce mondial, Le commerce équitable.  
[www.alliance21.org/fr/proposals](http://www.alliance21.org/fr/proposals)



## [ NOUS INVITONS . . . ]

### Juliette Decoster : L'Appel à initiatives lancé par la FPH

L'Appel à initiatives de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (fph), lancé en mai 2002, est à ce jour une des principales offres financières sur laquelle l'Alliance compte pour son développement. Après dix années d'une relation étroite entre l'Alliance et cette fondation privée, l'appel intègre les leçons tirés de cette relation et cherche à offrir un cadre qui répond mieux aux défis que ce réseau a défini progressivement, ainsi qu'à ses objectifs d'interaction avec la société. Juliette Decoster, responsable de cet appel au siège de la fph à Paris, nous raconte l'expérience de l'évolution de ce programme au cours de l'année et demie qui vient de s'écouler, et nous donne quelques pistes pour sa poursuite.



**Juliette, parle-nous un peu de ton travail et de l'appel aux initiatives. Quelles sont les initiatives que vous appuyez en ce moment ? Quels sont les objectifs favorisés ?**

A présent on soutient une quarantaine d'initiatives. Nous en recevons les demandes, en faisons le suivi, encourageons la recherche de cofinancements, décidons en équipe à la Fondation du type de soutien que l'on y apportera, et nous en faisons le bilan. Il y a une grande diversité dans les initiatives. En général, nous essayons d'aider à distribuer les efforts entre les grands thèmes de travail de l'Alliance (environnement ; socioéconomie ; gouvernance ; éthiques et valeurs) ainsi qu'entre les « voies » transversales (géographique, thématique, professionnelle) et la portée (locale, nationale, continentale ou mondiale).

Quant aux objectifs, on favorise en particulier la capitalisation de l'expérience acquise pendant la première étape, c'est-à-dire, des Cahiers de propositions, la Charte des Responsabilités, l'ouverture à de nouveaux acteurs, et la synergie entre groupes de thèmes, collèges ou régions qui pourraient avoir des points communs. D'autres critères de financement sont une vision stratégique du changement, un travail sur les propositions, une gestion collective, une capacité de mobilisation sociale autour du projet et un cofinancement.

**De quelle manière soutient-on la synergie entre les différents groupes ?**

On cherche les liens qu'un thème pourrait induire avec d'autres, différents, et ensuite on favorise le contact entre acteurs ayant des points communs. Ainsi, on arrive à mieux définir l'inscription de l'initiative dans l'ensemble. Un exemple en est la rencontre entre mouvements des droits de l'Homme et un réseau international de juristes qui se tiendra dans le cadre du Forum Social Européen au mois de novembre. Mais si elle est fondamentale, l'interaction entre les groupes est une tâche difficile pour tout le monde. La capacité d'accompagnement de notre équipe composée de quatre personnes est limitée et les initiatives elles-mêmes occupent énormément

leurs responsables. Un premier pas que nous entreprenons est celui de faciliter une visibilité de l'ensemble des informations que nous recevons sur les initiatives en les publiant sur le site web de l'Alliance. Chaque acteur peut ainsi accéder à cette information pour établir ses contacts. Cette rubrique a été mise à jour récemment et elle contient des informations concises et précieuses sur chaque initiative. (Plus tard, il sera aussi possible pour les acteurs eux-mêmes de rentrer et modifier les informations sur leurs propres initiatives sur le site web.)

**En quoi cet appel aide-t-il à façonner le développement de la nouvelle étape de l'Alliance ?**

Pour certains des nouveaux groupes qui commencent seulement à connaître l'Alliance grâce à l'appel, on travaille davantage sur l'idée de « créer des alliances » plus concrètes (par exemple, entre producteurs de cinéma indépendant) comme une manière de s'associer et de participer progressivement à l'ensemble. Dans la capitalisation de l'expérience de la première étape on trouve la participation de groupes « alliés », qui le sont depuis des années, dans des initiatives telles que l'évaluation transversale des propositions ou l'élaboration de chartes de responsabilités. Progressivement, de nouvelles alliances citoyennes, de nouveaux acteurs répondent à cet appel, ouvrant ainsi l'éventail des alliances. Enfin, l'équipe de l'appel aux initiatives de la Fondation assure, en plus du soutien financier, un suivi de l'initiative avec un soutien méthodologique, un appui à la diffusion par voie d'édition et de publication sur le web, une aide à la mise en relation avec d'autres initiatives. L'équipe de la Fondation réalise également une évaluation de ces expériences dans leur ensemble pour mieux déterminer ses axes de soutien à l'Alliance pour la période 2003-2010.

*La fph diffuse déjà un document présentant ses orientations pour cette nouvelle étape 2003-2010. Nous pouvons d'ores et déjà l'envoyer à ceux qui le désirent. On peut également le consulter sur le site web de la FPH : <http://www.fph.ch>*

#### RÉDACTION

EDITEUR : GERMÀ PELAYO

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO : JULIETTE DECOSTER, GUSTAVO MARÍN, MARINA URQUIDI

DESIGN ET PRODUCTION : NATALIA MASSA

